

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 26 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

VENATOR Pigments France

203, route de Wervicq
BP 50017
59559 Comines

Références : VENATOR_Comines_RAPVI_007000987_2023_12_06

Code AIOT : 0007000987

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2023 dans l'établissement VENATOR Pigments France implanté 203, route de Wervicq BP 50017 59559 Comines. L'inspection a été annoncée le 06/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VENATOR Pigments France
- 203, route de Wervicq BP 50017 59559 Comines
- Code AIOT : 0007000987
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement Venator Pigments France de Comines fabrique des pigments inorganiques, principalement le bleu outremer. La coloration des matières plastiques est la principale utilisation des pigments qui sont également employés dans l'industrie cosmétique, ainsi que pour la production de revêtements de surfaces.

L'établissement emploie 115 personnes.

L'usine est implantée à l'Est de la commune de Comines, sur un terrain de 5,3 ha classé en zone UF. La commune de Wervik (Belgique) est dans un rayon de 3 km autour du site.

L'environnement proche du site est constitué par :

- au nord du site, la Lys, frontière naturelle entre la France et la Belgique ;
- au nord-est du site, le parc de Balokken (Wervik-Belgique), îlot de 36 hectares entre deux bras de la Lys ;
- à l'est et à l'ouest du site, des activités industrielles ;
- au sud du site, des habitations et des champs.

Au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, l'établissement Venator Pigments France de Comines est une installation classée pour la protection de l'environnement régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 26/11/2008. La liste des installations autorisées sur le site de Comines a été mise à jour par arrêté préfectoral complémentaire du 29/06/2018.

L'établissement est assujéti à la directive IED 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles. Parmi les rubriques « 3000 » qui concernent les installations ou équipements visés à l'annexe I de la directive 2010/75/UE, la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3420-e (fabrication en quantité industrielle de pigments inorganiques) avec une capacité maximale de fabrication de 7 650 t/an de bleu outremer et dérivés).

Le bleu outremer s'obtient à partir d'un mélange de kaolin, de soufre et de carbonate de soude qui subissent des transformations physico-chimiques dans des fours de calcination. Les briques de bleu outremer brut sont ensuite concassées à la sortie du four, puis mises en suspension dans l'eau chaude avec de la soude avant de subir un traitement : épuration, broyage et classification granulométrique en phase humide (centrifugeuses avec dépoussiéreurs) puis séchage.

Les fumées des fours de calcination sont traitées par l'unité de désulfuration SULFOX. En fin de circuit de traitement, les gaz épurés sont rejetés à l'atmosphère à la cheminée en briques (hauteur 85 m).

Le principe de la désulfuration est le traitement par oxydation catalytique des effluents gazeux. L'installation de désulfuration comporte 3 brûleurs :

- le brûleur à l'entrée (H200) qui réchauffe les gaz des carneaux ;
- le brûleur avant le réacteur d'oxydation (H406) qui garantit la température minimale nécessaire à la réaction d'oxydation catalytique ;
- le brûleur avant la cheminée (H700) qui garantit un point de rosée assez haut pour les gaz épurés en sortie.

Les émissions sont captées et traitées pendant toute la durée du process de calcination (le cycle complet de production d'un four dure près de 3 semaines, avec une descente progressive de la température brûleurs éteints). En cas de panne du SULFOX, les gaz de calcination sont directement rejetés à la grande cheminée (conduit n°1).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale rejets atmosphériques ;
- Suivi de la mise en œuvre l'APC du 31/01/2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 8 | Incidence des dépassements de VLE en poussières sur les cheminées briques et inox | AP Complémentaire du 31/01/2023, article 5 | Sans objet |
| 9 | Étude technico-économique sur la dispersion des effluents | AP Complémentaire du 31/01/2023, article 7 | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Canalisation des émissions | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I | Sans objet |
| 2 | Réduction à la source | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 26 | Sans objet |
| 3 | Points de rejets | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49 | Sans objet |
| 4 | Points de rejets | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49 | Sans objet |
| 5 | Points de prélèvements | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50 | Sans objet |
| 6 | Hauteur de la cheminée | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52 | Sans objet |
| 7 | Mesure dans l'environnement | AP Complémentaire du 31/01/2023, article 4 | Sans objet |
| 10 | Plan de maintenance et ETE sur la fiabilisation de l'unité SULFOX | AP Complémentaire du 31/01/2023, article 7 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est déroulée dans le cadre de l'action nationale "rejets atmosphériques". Elle a été complétée par le suivi de l'avancement de travaux à réaliser dans le cadre de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 janvier 2023.

Bien qu'un certain nombre d'informations sur les émissaires ne soit pas connu de l'exploitant la visite d'inspection n'a pas permis de constater des non-conformités sur les points qui ont fait l'objet d'un contrôle des inspecteurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Canalisation des émissions |
| Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. |
| Constats : L'exploitant a fourni un tableau qui précise que le site est muni de 25 émissaires. L'exploitant explique que la particularité du site vis-à-vis du traitement des poussières est que, contrairement à d'autres secteurs industriels, les poussières représentent le produit de la production du site. Par voie de conséquence, l'exploitant indique qu'il s'astreint à limiter les émissions fugitives de poussières. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Réduction à la source

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 26 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Réduction à la source, efficacité énergétique |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique. |
| Constats : L'exploitant précise que l'ensemble des brûleurs sont munis de boîtier de contrôle pour connaître l'équilibre combustible/comburant et contrôler l'efficacité de la combustion. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Points de rejets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets |
| Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. |
| Constats : L'exploitant indique que le site est ancien et qu'il a été conçu sans prendre en compte cette disposition. En outre, l'exploitant rappelle que le produit vendu est récupéré par les filtres de chaque installation. Il précise qu'il convient de mettre en œuvre autant de process, d'installation de traitement et donc d'émissaire que de type de produit commercialisé. |

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Points de rejets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets |
| Prescription contrôlée : Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente. |
| Constats : L'exploitant a fourni un tableau présentant l'ensemble des émissaires. Ce tableau compte 25 lignes soit 25 émissaires pour l'ensemble du site. Hormis pour les 3 cheminées dénommées KVT, Inox et brique, l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que les 22 autres émissaires sont conformes à cette prescription. L'exploitant indique qu'il a missionné un bureau d'étude pour analyser la conformité de ses rejets à la réglementation. |
| Observations : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous 6 mois à compter de la réception du présent rapport les résultats de l'analyse réglementaire confiée au bureau d'étude. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Points de prélèvements

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de prélèvements |
| Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures |

représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant indique que seuls les conduits KVT, Inox et Brique sont normés.

Observation : L'exploitant engage une étude technico-économique pour rendre les points de rejets conformes aux normes imposées par la réglementation. Il transmet à l'inspection sous 6 mois à compter de la réception du présent rapport une proposition d'échéancier pour rendre l'ensemble des émissaires conformes à la réglementation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Hauteur de la cheminée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52

Thème(s) : Actions nationales 2023, Hauteur de la cheminée

Prescription contrôlée :

La hauteur de la cheminée ne peut être inférieure à 10 m.

Constats :

L'exploitant a fourni à l'inspection un tableau recensant l'ensemble des émissaires présent sur le site. Le tableau contient une colonne présentant la hauteur de chaque émissaire.

Sur les 25 émissaires du tableau, 12 émissaires présentent une hauteur inférieure à 10 m.

L'exploitant précise :

- que les cheminées non conformes sont anciennes et ont été installées probablement avant 1998. Il n'est cependant pas en mesure de le démontrer à l'inspection.
- que la hauteur de chaque cheminée est prescrite dans l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesure dans l'environnement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Mesure dans l'environnement

Prescription contrôlée :

L'exploitant définit et met en œuvre des mesures dans l'environnement afin de vérifier la concentration en dioxyde de soufre dans l'environnement de son usine. A cette fin, les mesures sont réalisées en continu à proximité des lieux les plus susceptibles d'être touchés par les retombées de fumées provenant de l'usine Venator. Les modalités de réalisation des mesures sont présentées et soumises à l'approbation de l'inspection de l'environnement.

Constats :

L'exploitant a fait appel à l'association de surveillance de la qualité de l'air ATMO HDF pour réaliser cette mesure dans l'environnement.

La surveillance a été mise en œuvre entre avril et octobre 2023.

Cependant le site a été à l'arrêt entre août et novembre 2023. L'inspection juge donc que la surveillance n'est pas représentative et demande à l'exploitant de réaliser une nouvelle campagne de mesure à compter de fin août 2024.

Postérieurement à la visite d'inspection l'exploitant a fourni une proposition d'ATMO HDF pour une nouvelle surveillance à compter de mai 2024 pour 6 mois de mesure.

Observations :

L'inspection demande à l'exploitant de revoir les dates de la surveillance dans l'environnement pour faire démarrer la campagne de mesure à compter de fin août 2024 et pour une durée d'au moins 6 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Incidence des dépassements de VLE en poussières sur les cheminées briques et inox

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2023, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Incidence des dép de VLE en poussières sur les cheminées briques et inox

Prescription contrôlée :

L'exploitant produit et transmet à l'inspection, sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, une évaluation de l'incidence, en termes de pollution de l'air à proximité de son site, des dépassements conséquents des valeurs limites d'émission régulièrement relevés sur les cheminées n°2 et 3 pour les paramètres poussières et dioxyde de soufre en tenant en compte le débit réel de la cheminée n°2.

Constats :

L'exploitant précise qu'il a fait parvenir à l'inspection par courrier électronique du 23 août 2023 des éléments permettant de répondre à cette prescription.

En effet l'exploitant a fourni deux documents :

- le rapport intermédiaire des mesures réalisées par ATMO
- un rapport des mesures des retombées souffrées issus de travaux de modélisation informatique de la dispersion dans l'atmosphère.

Ces éléments répondent partiellement à la prescription.

Observations :

L'exploitant fournira sous 3 mois à compter de la réception du présent rapport une évaluation de l'incidence, en termes de pollution de l'air à proximité de son site, des dépassements conséquents des valeurs limites d'émission régulièrement relevés sur les cheminées n°2 et 3 pour le **paramètre poussières** en tenant en compte le débit réel de la cheminée n°2.

| |
|---|
| |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 9 : Étude technico-économique sur la dispersion des effluents

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2023, article 7 |
|---|

| |
|---|
| Thème(s) : Risques chroniques, Étude technico-économique sur la dispersion des effluents |
|---|

Prescription contrôlée :

L'exploitant fournit une étude technico-économique visant à examiner sans a priori les solutions permettant d'améliorer la dispersion des effluents gazeux du conduit n°1 en cas de dysfonctionnement de l'unité SULFOX.

Les solutions examinées sont argumentées techniquement et économiquement. L'étude fournit les éléments d'évaluation de l'efficacité et de l'efficacité des solutions examinées.

L'étude technico-économique doit permettre aux services de l'inspection des installations classées d'établir, sur la base des propositions de l'exploitant, et en collaboration avec lui, un plan d'action qui sera intégré à un acte administratif.

L'exploitant transmet l'étude au préfet et à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

Lors de la visite d'inspection l'exploitant n'a pas été en mesure de répondre à cette prescription.

Postérieurement à la visite d'inspection, dans un courrier électronique du 29 janvier 2024, l'exploitant a fourni un dossier d'offre de la société Elysei intitulé " AVANT PROJET SOMMAIRE POUR LE RESPECT DES VITESSES D'ÉJECTION A LA CHEMINEE SANS KVT".

Dans son message l'exploitant indique qu'il s'agit d'une commande mais ne fournit pas la preuve de la prise de commande de l'étude.

Observations :

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre :

- sous 15 jours à compter de la réception du présent rapport la preuve de la commande de l'étude et la synthèse de l'avancement des travaux.
- sous 3 mois à compter de la réception du présent rapport les conclusions de l'étude. Pour mémoire, les conclusions de l'étude étaient attendues pour le 1^{er} mai 2023.

| |
|---|
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
|---|

N° 10 : Plan de maintenance et ETE sur la fiabilisation de l'unité SULFOX

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2023, article 7 |
|---|

| |
|---|
| Thème(s) : Risques chroniques, Plan de maintenance et ETE sur la fiabilisation de l'unité SULFOX |
|---|

| |
|---------------------------------|
| Prescription contrôlée : |
|---------------------------------|

L'exploitant dispose d'un plan de maintenance formalisé de son unité SULFOX. Il veille à le respecter et à enregistrer les actions prévues au plan.

L'exploitant fournit une étude technico-économique permettant d'examiner sans a priori les solutions permettant d'améliorer la fiabilité et diminuer l'indisponibilité de l'unité SULFOX. Cette étude est conduite conjointement avec le fournisseur de l'unité.

Les solutions examinées sont argumentées techniquement et économiquement. L'étude fournit les éléments d'évaluation de l'efficacité et de l'efficience des solutions examinées.

L'étude technico-économique doit permettre aux services de l'inspection des installations classées d'établir, sur la base des propositions de l'exploitant, et en collaboration avec lui, un plan d'action qui sera intégré à un acte administratif.

L'exploitant transmet l'étude au préfet et à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

A l'issue de la visite d'inspection, par courrier électronique du 20 décembre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection le compte rendu de l'inspection de l'installation de traitement dite SULFOX par l'entreprise KVT (fabricant de l'installation). Cette visite d'inspection s'est déroulée du 7 au 11 août 2023.

Le document préconise un certain nombre de recommandations.

Postérieurement à la visite d'inspection, dans un courrier électronique du 05 janvier 2024, l'Inspection a demandé à l'exploitant de synthétiser les recommandations formulées par le fabricant et de les classer par ordre de priorité.

Par courrier électronique du 29 janvier 2024, l'exploitant a transmis un tableau reprenant 4 recommandations principales, leur prix de mise en œuvre et l'échéancier de mise en œuvre.

Cependant le document ne permet pas d'apprécier si la totalité des recommandations ont été prises en compte dans le plan de maintenance.

Observation : Les éléments transmis par l'exploitant ne répondent pas entièrement à la prescription de l'arrêté.

L'inspection demande à l'exploitant de lui fournir sous 3 mois à compter de la date de réception de ce rapport un **document autoportant** répondant aux attentes de la prescription à savoir qu'il devra contenir :

- le plan de maintenance formalisé de son unité SULFOX ;
- La présentation des solutions identifiées pour améliorer la fiabilité de l'unité SULFOX ;
- L'argumentation technique et économique de chaque solution ;
- les éléments d'évaluation de l'efficacité et de l'efficience des solutions examinées ;

Type de suites proposées : Sans suite

